



DANIEL COMPAGNON

TERRORISME ÉLECTORAL AU ZIMBABWE

CE QUI APPARAÎSSAIT INITIALEMENT COMME UNE OCCUPATION SPONTANÉE DES EXPLOITATIONS DES FERMIERS BLANCS POUR REDRESSER UN PARTAGE COLONIAL INJUSTE, S'EST RÉVÉLÉ UNE MANIPULATION POLITIQUE SOIGNEUSEMENT PRÉMÉDITÉE ET ORGANISÉE PAR LE PRÉSIDENT MUGABE, AFIN D'ÉVITER LA DÉFAITE DE SON PARTI AUX ÉLECTIONS DE JUIN. LA CONTROVERSE SUR LA PROPRIÉTÉ DE LA TERRE N'EST QUE L'ÉCRAN ET LE SUPPORT D'UNE TACTIQUE ÉLECTORALE FONDÉE SUR LA TERREUR.

Ce qui est apparu, fin février, comme une occupation apparemment spontanée des vastes exploitations des fermiers blancs par des vétérans de la guerre de libération, s'est révélé au fil des semaines comme une manipulation politique de grande ampleur, soigneusement préméditée et organisée par le président Mugabe pour éviter la défaite de son parti aux élections de juin. La réactivation de l'antagonisme racial, l'usage sélectif de la violence contre les membres de l'opposition et la propagande sur la légitime récupération des terres par les paysans noirs s'inscrivent dans cette stratégie fondée sur la terreur.

Depuis le début de l'invasion des exploitations agricoles des fermiers blancs à la mi-février, le Zimbabwe fait la une de la presse internationale, sans que cette crise soit toujours bien comprise. En effet, pendant plusieurs semaines, journalistes et diplomates occidentaux ont involontairement accrédité la propagande du gouvernement de Harare en présentant l'injuste répartition des terres issue de la colonisation comme l'origine de la tension actuelle, et la réforme agraire comme la solution. Toutefois, l'idée s'est progressivement imposée chez les observateurs – sauf aveuglement idéologique – que la controverse sur la terre dissimulait en réalité une stratégie de terreur destinée à annihiler l'opposition, dans la perspective des élections législatives désormais fixées au 24 et 25 juin prochains. Par-delà la manipu-

lation cynique de la question de la terre, le déchaînement programmé d'une violence intense mais sélective rend illusoire l'espoir d'un scrutin « libre et honnête », posant de façon aiguë la question de l'attitude de la communauté internationale.

L'INSTRUMENTALISATION DU THÈME DE LA RÉFORME AGRAIRE

Pour apprécier plus justement ce qui se passe au Zimbabwe depuis la mi-février, il faut d'abord faire un sort aux idées reçues. Il y a bien sûr dans ce pays un problème latent de réforme agraire depuis l'indépendance de 1980. La terre a contribué à la mobilisation paysanne en faveur des mouvements de libération dans les années 70, mais ce rôle a souvent été exagéré, et l'historiographie plus récente a mis en évidence d'autres facteurs déterminants, en particulier la coercition exercée par les forces de guérilla. S'il y a toujours eu une certaine demande populaire de récupération des terres après l'accession au pouvoir des nationalistes noirs, en particulier dans les Communal Areas – anciennes réserves tribales – les plus peuplées, on ne saurait parler d'une « faim de terre » comme le fait la propagande officielle.

Une enquête d'opinion récente prouve que les attentes prioritaires de la population se situent ailleurs¹. De même, une étude sur la pauvreté en milieu rural, réalisée en 1995, suggère que l'accès à la terre n'est pas perçu par les paysans pauvres comme une panacée². D'ailleurs, pendant un mois et demi environ, les paysans pauvres des Communal Areas et les ouvriers agricoles des fermes des Blancs sont restés à l'écart des occupations. En maints endroits, ils n'y ont participé à partir du mois d'avril que sous la contrainte des milices du pouvoir. Il ne s'agit donc pas, on le voit, d'un mouvement spontané d'occupation par des masses désespérées – il y en eut dans le passé, qui furent toujours sévèrement réprimés. De fait, les paysans zimbabwéens,

1. Seulement 30 % des personnes interrogées en janvier se déclaraient favorables à l'expropriation des fermiers blancs pour résoudre la question, tandis qu'une large majorité y était hostile, y compris parmi les électeurs ZANU-PF. Voir R. W. Johnson, *Political Opinion in Zimbabwe 2000*, Parklands (SA), Helen Suzman Foundation, mars 2000, p. 41.

2. T. A. S. Bowyer-Bower, « Perception of poverty in Zimbabwe : findings of the 1995 poverty assessment survey », communication à la conférence « Land reform in Zimbabwe. The way ahead », SOAS, Londres, 11 mars 1998.



instruits par vingt années d'échecs de la réforme agraire, savent fort bien que la terre n'est rien sans les moyens de la cultiver et, sur ce point, le gouvernement leur a toujours menti.

Pendant les dix premières années, le gouvernement avait les mains liées par les accords de Lancaster House de 1979, et ne pouvait acquérir, au prix du marché, que les propriétés de fermiers blancs désireux de vendre. Cependant, ce n'est pas tant le manque de terre qui a freiné la réinstallation (*resettlement*) d'agriculteurs noirs que le caractère inadapté des méthodes employées, l'absence de formation technique des bénéficiaires et l'incapacité croissante de l'État à fournir des moyens d'accompagnement (équipements agricoles, intrants divers, financements bon marché et irrigation). En outre, dans les années 90, l'attribution des fermes nationalisées à une kyrielle de ministres, hauts fonctionnaires et chefs de l'armée et de la police (au total plus de 300 fermes concernées), dans le cadre du patronage politique de Mugabe, a réduit à néant la réforme agraire, et cela en dépit de la loi de 1992 qui facilitait la confiscation des fermes par l'État – avec, toutefois, une compensation financière exigée par la Cour suprême. Contrairement à ce qu'affirme la propagande du régime, ce n'est pas le manque de terres disponibles qui bloque aujourd'hui la réforme agraire – plusieurs milliers d'hectares de terres arables possédés par l'État sont d'ailleurs inutilisés –, mais l'incurie du gouvernement et la dilapidation des fonds publics (par exemple les milliards de dollars engloutis dans l'intervention militaire en RDC depuis août 1998). La conférence des donateurs de septembre 1998 avait promis 200 millions de dollars pour l'accompagnement d'un plan de réinstallation de 150 000 familles, sous réserve du respect du droit de propriété garanti par la Constitution et d'une plus grande transparence dans l'attribution des fermes achetées.

Or, Mugabe n'a rien changé à ses pratiques clientélistes, et il a directement provoqué fermiers blancs et bailleurs de fonds en imposant, dans le projet de Constitution soumis à référendum en février dernier, la fameuse clause sur la confiscation sans aucune indemnisation si l'ancienne puissance coloniale refusait d'en supporter le coût. Dès le mois de janvier 2000 (et même avant puisque le ministre de la Justice Emmerson Mnangagwa avait tenté, en vain, d'insérer cette clause dans le rapport de la Commission constitutionnelle), Mugabe avait résolu de créer l'affrontement sur cette question. Dès lors, invoquer la responsabilité d'une communauté internationale qui

n'aurait pas tenu ses engagements de 1998, comme l'ont fait les chefs d'État de la SADC au sommet de Pâques à Victoria Falls, est totalement saugrenu. C'est au contraire le gouvernement zimbabwéen qui, pendant toute l'année 1999, a délibérément traîné des pieds dans l'exécution d'un accord qu'il n'avait approuvé que du bout des lèvres.

Par conséquent, le mouvement d'occupation illégale des fermes des Blancs n'a rien à voir avec le blocage supposé de la réforme agraire ; c'est une action soigneusement préméditée et exécutée par Mugabe et ses plus proches acolytes (Mnangagwa, le ministre de la Sécurité Sekeramayi et le général Perence Shiri, ancien chef de la 5^e Brigade, de sinistre réputation³), engagée au lendemain de l'échec du référendum, auquel visiblement le Président s'attendait, tout en étant outré par le résultat. Des officiers sûrs ont été mobilisés pour encadrer les occupants, dont la plupart ne sont pas des vétérans de la guerre de libération mais des jeunes sans emploi ramassés en ville, payés et nourris sur des fonds secrets. Si des éléments de l'armée assurent la logistique, la coordination et le choix des cibles sont effectués par la police politique, la CIO. L'association des vétérans de Hunzvi⁴ – avec laquelle Mugabe avait pourtant eu des relations tendues en 1997 – fut mise en avant pour fournir une légitimation idéologique à l'opération (il était naturel que les vétérans réclamaient leur dû après avoir patienté vingt ans), mais aussi pour accréditer la prétendue autonomie du mouvement d'occupation (Mugabe ne pouvait y mettre fin puisqu'il n'en était pas l'instigateur). Le Président pouvait alors se poser en médiateur, d'où les deux réunions organisées dans son bureau entre leaders des vétérans et des fermiers blancs. Toutefois, son refus répété de faire évacuer les fermes, en dépit des arrêts des Cours compétentes, et la complicité passive face aux violences émaillant l'occupation d'une

3. Sur les exactions de la 5^e Brigade au Matabeleland et dans les Midlands dans les années 80, voir CCJP/LRF, *Breaking the Silence, Building True Peace : A Report on the Disturbances in Matabeleland and the Midlands, 1980 to 1988*, Harare, Catholic Commission for Justice and Peace & Legal Resources Foundation, 1997.

4. Le leader des vétérans, Chenjerai Hunzvi, qui n'a pas directement participé à la guerre, fier de son surnom de « Hitler » mais se prétendant bon communiste, est un admirateur de Ceausescu. Histrion mégalomane et cupide, il a détourné de l'argent du Fonds de compensation des victimes de la guerre de libération et a fourni à de nombreux dirigeants du parti de faux certificats médicaux pour en faire autant. Son diplôme polonais de médecin serait un faux et son cabinet médical de Budiriro est devenu en mai un centre de torture d'opposants.



police ayant reçu des ordres dans ce sens, ont fait voler en éclat cette fiction. Chacun a pu constater que l'assassinat de sang froid des fermiers blancs avait été conduit par de véritables escadrons de la mort, vraisemblablement issus des rangs de l'armée ou de la garde présidentielle. De plus, en faisant adopter *in extremis*, avant la fin du mandat du Parlement sortant, l'amendement constitutionnel n° 16 – lequel reprend la clause sur la terre rejetée en février –, mais plus encore en louant publiquement le courage des vétérans et en proclamant que le gouvernement entendait s'emparer de la moitié des terres des Blancs, le Président a, de fait, revendiqué la paternité de cette stratégie.

Parmi les objectifs de celle-ci, et outre l'effet immédiat de détournement de l'attention locale et internationale de la corruption et de la mauvaise gestion affectant le Zimbabwe, le caractère électoralement mobilisateur d'une distribution gratuite et massive de terre aux paysans noirs vient naturellement à l'idée. Ce thème, récurrent dans le discours populiste de Mugabe, a déjà été utilisé – avec la rhétorique anti-Blancs – lors des campagnes électorales de 1995 et 1996. La force de persuasion de cet artifice étant obérée par les promesses passées non tenues, il convenait cette fois de remplacer la parole par l'action, sans trop s'embarasser du respect du droit ni de l'opinion internationale. Toutefois, il n'est pas certain que cette posture démagogique aurait pu à elle seule convaincre la majorité des Zimbabwéens, ceux-ci n'ignorant pas la part de l'agriculture d'exportation dans l'économie du pays. Contrairement au principal slogan électoral de la ZANU-PF, « la terre c'est l'économie, l'économie c'est la terre », qui fait de la réforme agraire la solution à tous les maux, l'homme de la rue voit dans le redressement de l'économie et des finances publiques le préalable à une redistribution juste et efficace des terres. Face à un tel aveuglement des masses, le recours à la violence planifiée s'avère inévitable...

LA TERREUR COMME ARGUMENT ÉLECTORAL

Dans un ouvrage récent analysant le processus électoral au Zimbabwe⁵, mon collègue John Makumbe et moi-même soulignons que la relative rareté des incidents violents lors de la campagne électorale de 1995 s'expliquait par la faiblesse de l'opposition. Face à une opposition nationale crédible et structurée – comme c'est le cas aujourd'hui du Mouvement pour

le changement démocratique (MDC) –, les dirigeants de la ZANU-PF n'hésiteraient pas, écrivions-nous, à recourir aux méthodes déjà utilisées en 1980, 1985 et 1990. Or, à la suite du référendum de février, test de l'ampleur de l'impopularité du Président et du gouvernement, le premier cercle de dirigeants a jugé que les méthodes habituelles de manipulation électorale ne suffiraient pas à éviter une défaite aux législatives. Si les fermiers blancs ont été les premières victimes de cette violence, c'est que beaucoup finançaient le MDC (après avoir, vingt ans durant, cru acheter leur tranquillité en payant les campagnes électorales de la ZANU-PF) et contribuaient activement à son implantation dans les zones rurales. Le « compromis » intervenu avec le pouvoir depuis le 18 avril se résume à l'abandon du soutien à l'opposition – voire une allégeance ostensible à la ZANU-PF utilisée dans la propagande télévisée – en échange de l'arrêt des violences ; une promesse très vite violée avec le meurtre d'un troisième, puis d'un quatrième fermier blanc en mai. Par ailleurs, il n'est pas question d'évacuer les 1 500 fermes occupées ; au contraire, de nouvelles propriétés sont chaque jour affectées.

En effet, l'intimidation des Blancs ne constituait que la première phase de cette « guerre de faible intensité » que Mugabe a engagée contre son propre peuple, et qui ressemble fort aux méthodes employées dans les années 80 contre les supporters de la ZAPU de feu Joshua Nkomo. Dès le début du mois d'avril, les fermes envahies sont devenues le théâtre d'une répression sauvage à l'encontre des ouvriers agricoles suspectés d'avoir mal voté lors du référendum et de suivre leurs patrons dans le soutien au MDC, alors qu'ils avaient constitué, depuis l'indépendance, une clientèle captive pour le parti au pouvoir.

La violence méthodiquement pratiquée sur les fermes, mais aussi dans certaines mines ou dans des exploitations forestières des Eastern Highlands, s'accompagne de « rééducation politique » dans le style des techniques de mobilisation de la guérilla des années 70 : les infortunés doivent, sous une pluie de coups, abjurer leur allégeance supposée à l'opposition, chanter les chants « révolutionnaires » de la guérilla et promettre de voter pour le seul vrai parti du peuple. Courant avril, la campagne de terreur s'est étendue aux Communal Areas des trois provinces du Mashonaland, autrefois fief



inexpugnable de la ZANU-PF, mais qui apparaissait menacé à l'issue du référendum, puis dans les Midlands, la province de Masvingo et le Manicaland. De véritables pogroms perpétrés à l'encontre des partisans réels ou putatifs du MDC ont fait des dizaines de morts et des centaines de blessés. Sont particulièrement visées les catégories sociales accusées d'avoir « trahi » le parti-État, dont elles furent longtemps la colonne vertébrale : fonctionnaires, enseignants (notamment ceux des écoles primaires rurales, dont plusieurs ont dû fermer), infirmières, étudiants et ouvriers agricoles. Il s'agit d'intimider les électeurs ruraux en les incitant à s'abstenir ou à « bien » voter, de façon à conserver au parti au pouvoir une large majorité au Parlement. Depuis la mi-mai, la terreur s'est étendue aux townships noirs des grandes villes et à divers chefs-lieux de province. Les candidats de l'opposition sont personnellement visés, et leurs meetings sont de plus en plus souvent perturbés ou empêchés par la milice des vétérans et la police anti-émeute.

Ce terrorisme électoral est d'autant plus efficace qu'il s'appuie sur la menace formulée à plusieurs reprises par les vétérans et leaders ZANU-PF de relancer la guerre civile s'ils étaient battus dans les urnes. Le parti de Mugabe s'est toujours caractérisé par une culture politique interne d'intolérance absolue à l'égard des dissidents, de règlements de comptes sanglants et par un comportement de parti unique *de facto*. Le Président l'a répété : l'État appartient à ses partisans et à lui-même, qui l'ont conquis par les armes contre les colonisateurs blancs. Toute victoire de l'opposition, dont il a menacé les partisans de mort (même après sa mort, a-t-il expliqué en shona, son fantôme viendra hanter ceux qui auront voté pour le MDC), serait nulle et non avenue. Contrairement à la propagande du gouvernement, la question de la terre ne jouera donc pas un rôle décisif dans le résultat des élections, lequel dépendra de l'impact effectif de la violence sur l'électorat (soumission ou révolte ?) et du contrôle total du Président sur le processus électoral, face à une Commission électorale (ESC) structurellement impuissante.

Si elle est d'abord dirigée contre l'opposition, la stratégie de la terreur dissimule également une lutte interne à l'élite du pouvoir. La manœuvre a permis à Mugabe, en s'appuyant de façon croissante sur ses éléments les plus durs – cadres de l'armée et des services de sécurité notamment –, de réaffirmer son autorité sur son propre camp. Les députés qui, lors d'une réunion houleuse du Comité central consacrée au bilan du référendum, avaient demandé

la démission de Mugabe fin février parce qu'il était un obstacle au redressement électoral du parti, sont totalement marginalisés. Ceux d'entre eux qui n'ont pas été battus lors des élections primaires au sein de la ZANU-PF ont préféré ne pas se représenter ou bien se tiennent coi. L'invasion de fermes appartenant à l'ancien ministre de la Réforme agraire et de l'Agriculture, Kumbirai Kangai – également sous le coup d'une inculpation pour corruption –, ou du ministre sans portefeuille Eddison Zvobgo, atteste que personne n'est intouchable, même au sein du Politburo. Les vertus pédagogiques de la terreur s'exercent donc aussi à l'intérieur du parti, tandis que le Président s'en remet totalement aux agents de la CIO, aux milices de vétérans et de jeunes désœuvrés ou à certains secteurs de l'armée pour mener la campagne législative.

Dans ce processus, la ZANU-PF a vu s'éroder rapidement ce qui lui restait de base sociale – y compris parmi les vétérans de la guerre de libération, dont certaines figures historiques ont publiquement désavoué Hunzvi – et a virtuellement cessé d'exister en tant qu'organisation politique. Mais Mugabe ne se préoccupe que de sa propre survie politique. Déjà, certains de ses fidèles prônent ouvertement une nouvelle candidature du septuagénaire à la présidentielle de 2002, sur la lancée de la « victoire » qui s'annonce aux législatives. L'argument selon lequel seul Mugabe peut sauvegarder l'unité d'un parti déchiré par la lutte entre prétendants à sa succession se révélera alors d'autant plus décisif que personne ne sera plus en mesure de s'opposer à lui de l'intérieur. La fuite en avant dans la violence, en rendant toute autre option impossible, est donc une façon de damer définitivement le pion aux « réformateurs » de la ZANU-PF. À cet égard, le désaveu cinglant infligé au vice-président Msika et à la majorité du cabinet qui avaient cru pouvoir, à la mi-avril et en l'absence du Président, ordonner l'évacuation des fermes pour respecter les décisions de justice, traduit l'impotence totale de la plupart des ministres, en particulier ceux issus de l'ancienne ZAPU.

La crise actuelle révèle les vrais rapports de forces au sein de la ZANU-PF ainsi que la concentration du pouvoir entre les mains d'une poignée de fidèles du Président. Comme la façade démocratique du régime (multipartisme, élections régulières, respect de l'État de droit), le masque d'un pouvoir institutionnalisé et policé est maintenant tombé, laissant place à un autoritarisme personnel.



LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE ENTRE PÉRORAISON**ET PUSILLANIMITÉ**

En se focalisant sur la question des terres jusqu'à la fin avril, la communauté internationale est passée à côté du problème et a fait le jeu de la propagande de Mugabe. Le soutien public apporté au président zimbabwéen par les chefs d'État sud-africain, namibien et mozambicain a brouillé les enjeux. Le pari de Thabo Mbeki selon lequel une pression amicale exercée en coulisses sur Mugabe suffirait à le ramener dans le droit chemin est perdu, puisque le président zimbabwéen n'a tenu aucune de ses promesses de revenir à l'accord de 1998 et de mettre fin aux violences. Le président sud-africain, qui a en tête à la fois l'impact d'un effondrement zimbabwéen sur l'économie et la sécurité régionales, et l'effet d'exemplarité sur l'opinion noire de son pays, où la réforme agraire avance très lentement, n'a pas d'autre stratégie que son inefficace « diplomatie sereine ». Compte tenu de l'importance du commerce bilatéral, des sanctions économiques seraient coûteuses pour l'Afrique du Sud.

Les Américains sont restés pour leur part en retrait, se retranchant derrière les efforts des pays de la SADC, afin de conserver l'appui de Mugabe pour régler le conflit en RDC et y faciliter le déploiement des casques bleus. Toutefois, ils viennent de hausser le ton : une condamnation très claire de la violence par le sous-secrétaire d'État Strobe Talbott, le 9 mai, s'est accompagnée d'une suspension de l'aide bilatérale au développement, tandis que le Congrès a voté une résolution condamnant la violence et recommandant l'envoi d'observateurs américains lors des élections.

Les Anglais, dont les relations bilatérales avec le Zimbabwe, tendues depuis plusieurs mois, se sont fortement dégradées depuis le début de l'occupation des fermes, ont ajouté à leurs exigences initiales (évacuation des fermes, protection des personnes et des biens et respect de la loi), lors des pourparlers infructueux du 27 avril, la tenue d'élections libres et honnêtes. Robin Cook comme Peter Hain (dont la divergence initiale d'attitudes, sur laquelle on avait beaucoup glosé, semble totalement oubliée) ont multiplié les dénonciations des violences et averti que la tenue d'élections « libres et honnêtes » serait décisive pour la reprise de l'aide britannique interrompue. Il est significatif que Mugabe ait rejeté la présence d'observateurs britanniques lors du prochain scrutin, la Grande-Bretagne étant traitée depuis trois mois comme un ennemi.

L'attitude des pays membres du Commonwealth est plus ambiguë : après la déclaration très ferme du comité ministériel début mai, la visite du secrétaire général de l'organisation à Harare mi-mai fit l'effet d'une douche froide. En effet, Don McKinnon a paru se satisfaire des vagues assurances du président zimbabwéen quant à la fin des violences, assurances aussitôt démenties par les faits. Il a prétendu devant la presse qu'une quarantaine d'observateurs du Commonwealth suffirait à rassurer la population et à permettre la tenue d'élections démocratiques. Duplicité ou naïveté? Les principes de la déclaration du Sommet du Commonwealth à Harare en 1991 paraissent bien loin. Pour peu que, la stratégie ayant porté ses fruits, la violence diminue d'intensité juste à la veille du scrutin et que les 24 et 25 juin soient relativement calmes, les observateurs-alibis n'y verront que du feu. Comme la plupart des missions de ce genre, l'exercice sera vraisemblablement ponctué d'un communiqué alambiqué relevant davantage du compromis diplomatique boiteux que d'un bilan véridique. Tant pis pour les électeurs vivant dans l'angoisse des repréailles des sbires de Mugabe, qui auront voté ZANU-PF, comme en 1980, pour qu'on les laisse en paix. Cette attitude frileuse pourrait préfigurer la position de la communauté internationale au lendemain du scrutin, tant il est vrai que la plupart des donateurs d'aide comme des voisins de la SADC préfèrent la stabilité politique, même relative, à la démocratie. La position de l'Union européenne, dont les membres ont réagi jusqu'à présent en ordre dispersé⁶, pourrait être alors décisive, pour éviter un isolement britannique face aux tenants d'une *realpolitik* à courte vue et faire pencher la balance dans le sens du refus du fait accompli terroriste.

En effet, conforter le régime Mugabe à l'issue d'une telle mascarade (d'ores et déjà, la loi électorale a été violée sur plusieurs points de procédure) serait aussi absurde que moralement condamnable. Le désespoir de la population pourrait déboucher sur davantage d'instabilité à moyen terme, et la violence ne prendra pas miraculeusement fin au lendemain du scrutin. D'autre part, les dommages causés à l'économie zimbabwéenne par les actions des derniers

6. Le gouvernement français s'est abstenu de toute déclaration particulière sur la situation au Zimbabwe et, selon nos informations, il aurait tenté de freiner les ardeurs britanniques et scandinaves dans l'adoption d'une position ferme de l'Union. À l'opposé, la ministre suédoise des Affaires étrangères a réclamé la démission du président zimbabwéen dès le 20 avril dernier, et les députés allemands ont condamné la violence d'État dans un courrier adressé directement à Mugabe.



mois sont considérables, peut-être irrémédiables. Les occupations et les violences ont désorganisé la production agricole : un déficit en céréales se fera sentir au tout début de 2001, que de coûteuses importations pallieront difficilement (où Mugabe prendra-t-il les devises pour les payer ?) ; la prochaine saison de tabac est déjà compromise⁷. Le tourisme aussi est affecté (diminution de 70 % des flux dans les dernières semaines et 60 % d'annulations pour les mois à venir), comme le sont, par voie de contagion, l'ensemble de tous les secteurs. Les investissements privés – notamment étrangers – sont incompatibles avec la violation impunie de la propriété et des lois. Les économistes prévoient un PIB au volume en baisse d'au moins 5 % dès cette année. Les entreprises ferment les unes après les autres. La pénurie de devises s'aggrave ; l'inflation, qui avait fléchi à 50 % en début d'année, est à nouveau sur la pente ascendante et se nourrira de l'inévitable dévaluation du dollar zimbabwéen. Les déficits financiers, produits d'une gestion désastreuse depuis plus d'une décennie, s'accroissent à un rythme désormais incontrôlable. Pour la première fois, le Zimbabwe n'est plus en mesure d'honorer ses remboursements auprès de la Banque mondiale et de plusieurs bailleurs de fonds bilatéraux. Bien que le FMI semble désireux de reprendre langue avec le Zimbabwe après le scrutin législatif, il est douteux que Mugabe se soit converti aux réformes et à la discipline financière qu'il a toujours refusées dans le passé.

Il serait temps que la communauté internationale s'avise qu'il n'y aura pas de changement d'orientation à Harare, de respect de la vie humaine ni de restauration de l'État de droit sans le départ du vieil autocrate et de sa clique, ou bien le pays glissera dans un chaos sanglant ■

Daniel Compagnon

Université Antilles-Guyane (Guadeloupe)

7. Les titres de propriété ne sont plus utilisables comme garanties pour emprunter aux banques et financer la prochaine récolte, ce qui dissuade les fermiers de planter. Toutes les filières d'amont sont affectées, y compris le système bancaire zimbabwéen.